Aidspan
Independent observer of the Global Fund

LA TRANSITION DE LA THAÏLANDE : ENTRE OPTIMISME ET PRÉOCCUPATIONS

La Thaïlande a été qualifiée par le Fonds mondial de transition exemplaire, bien préparée et bien gérée. Lorsque la Thaïlande a soumis sa note conceptuelle TB/VIH en juin 2014, le pays a annoncé qu'il s'agirait du dernier financement du Fonds mondial. Le pays a précisé que la transition durerait seulement deux ans et non trois (qui est la durée classique d'une subvention du Fonds mondial). Il s'agit d'une situation inhabituelle. Les pays sont rarement volontaires pour opérer une transition anticipée, avant même que le Fonds ne les classe comme inéligibles pour des financements.

Le Fonds mondial représente environ 5% du financement total de la lutte contre le VIH et la TB dans le pays, le reste étant en grande partie couvert par le gouvernement. Cependant, la plupart des services à l'attention des populations clés sont fournis par les organisations de la société civile, largement sur des subventions du Fonds mondial. Actuellement, 86% du financement des programmes de prévention pour les travailleurs du sexe, les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes et les usagers de la drogue par injection sont issus du Fonds mondial et du gouvernement américain.

La note conceptuelle de la Thaïlande dans le cadre du NMF affirme qu'une partie du plan de transition prévoit que le gouvernement prenne des responsabilités accrues pour financer les produits et mentionne spécifiquement le besoin en seringues. Elle constate que 50% des besoins en produits de santé sont actuellement financés par le gouvernement et que l'autre moitié est couverte par le Fonds mondial. Pour la deuxième et dernière année de la transition, la note conceptuelle propose que la répartition passe à 60% pour le gouvernement et 40% pour le Fonds. De plus, le gouvernement a commencé un programme pilote de réduction des risques dans 19 provinces. Un autre aspect de la transition est que le gouvernement prévoit de fournir la couverture santé universelle pour les migrants, classé dans les populations clés de la lutte contre le VIH dans le pays. Dans le cadre de la subvention actuelle, le Fonds

mondial soutient l'assurance des migrants pour la première année, le gouvernement thaïlandais prendra le relai durant la seconde année de la transition.

Afin de garantir une transition sans heurt, le Fonds mondial a permis au pays de reprogrammer 1 million de dollars économisés dans les subventions du cycle 8 dans le but de financer la transition. Le Fonds a également fourni un soutien en ressources humaines et encouragé une implication du secteur privé dans l'Instance de Coordination Nationale.

Le Comité Technique d'Examen des Propositions du Fonds mondial, l'entité indépendante qui examine les notes conceptuelles, encourage l'approche du pays concernant la transition. Dans son rapport sur les notes conceptuelles soumises durant le premier et le deuxième volet de soumission, le CTEP a applaudi les efforts de la Thaïlande pour se diriger vers des programmes financés par les ressources nationales et a fortement encouragé les autres candidats à l'aide du Fonds de garder à l'esprit que le but ultime est de ne plus avoir besoin du financement du Fonds mondial. Dans son rapport suivant pour les volets trois et quatre de soumissions des notes conceptuelles, le CTEP décrit la stratégie de transition de la Thaïlande comme « bien réfléchie et définie », une évaluation que peu d'autres notes conceptuelles ont reçu.

Des sources dans le pays se font l'écho de cet optimisme, suggérant que le plan de transition de deux ans a été le résultat d'une évaluation saine et solide. Un membre de l'ICN affirme : « Si c'est l'argent dont nous disposons, alors, il faut opérer la transition. L'argent n'aurait pas pu s'étaler sur trois ans. » Cette transition rapide a apparemment eu lieu contre l'avis du Secrétariat du Fonds mondial. « Le Fonds mondial a tenté de nous convaincre de la maintenir sur trois ans, mais nous avons répondu que notre pays était capable de se débrouiller tout seul », déclare une source clé. « La Thaïlande a dit au Fonds mondial deux ans, car nous ne pouvons dépendre d'eux éternellement ».

Cependant, toutes les parties prenantes ne sont pas aussi confiantes sur la capacité du pays à opérer une transition réussie. Certains estiment que la capacité à fournir des services aux populations clés, surtout aux hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, est une profonde préoccupation en l'absence d'un donateur extérieur. « Les HSH contribuent le plus aux nouvelles contaminations dans le pays, mais le Ministère n'a rien de prévu pour eux, que ce soit sur le plan technique ou autre », affirme une source.

Il y a des raisons d'aller dans le sens d'un certain scepticisme concernant les populations clés. Une évaluation externe du programme des HSH durant le cycle 8 de la subvention du Fonds mondial, révèle que le récipiendaire principal – le Royal Thai Governement Department of Disease Control, une instance de lutte contre la maladie au sein du Ministère de la Santé – avait eu des résultats en-dessous des cibles (moins de 60%) et que la note de performance donnée par l'agent local du Fonds et le Fonds mondial était plutôt basse (C). Durant le dialogue pays pour le nouveau modèle de financement, la société civile et les populations clés ont réussi à obtenir que le gouvernement ne soit plus le RP pour le programme à destination des HSH et qu'il soit remplacé par la Fondation thaïe Raks, une organisation de la société civile qui avait été sous-récipiendaire et partenaire de mise en œuvre. Dans un récent Flash d'information du Fonds mondial, Shreehari Acharya, de la Fondation thaïe Raks a déclaré : « Nous comprenons la transition, mais nous voulons que le Fonds mondial se concentre sur des populations qui ne seront pas prises en charge par leur gouvernement. Il apportera ainsi un précieux soutien, constant et pérenne. »

« Nous n'avons toujours pas assez de ressources financières au niveau national pour les populations clés », affirme une source au sein de l'équipe dirigeante chargée de la transition. « Le gouvernement ne décaisse pas d'argent pour les OSC. Nous sommes préoccupés par l'absence de ressources pour les populations clés. Il existe un système d'aide aux OSC mais, il s'agit de peu d'argent et il n'est pas très efficace ».

Les opinions sont variées au sujet de la transition. Au moment de préparer une interview, la question de la

transition a été abordée et un membre de l'ICN s'est écrié : « pourquoi les gens paniquent-ils ? Est-ce que tout le monde panique ? Non. Les gens qui paniquent ne sont pas suffisamment informés et ne cherchent pas des moyens de se financer eux-mêmes ». Cettte source clé estime que la société civile doit mieux documenter les besoins durant la transition pour encourager un investissement pérenne pour la société civile et les populations clés.

Des efforts sont en cours pour surveiller le succès de cette transition. Une équipe de chercheurs affiliés à l'Université John's Hopkins, financés par les Fondations Open Society, étudie l'impact de la transition en Thaïlande sur les populations clés et tente d'estimer la possibilité de voir des épidémies ressurgir.

Les interviews dans cet article ont été effectuées à Bangkok en Thaïlande en août 2015 dans le cadre d'une recherche menée par ICASO (International Council of AIDS Service Organizations). Un projet de document de discussion d'ICASO a été soumis à l'avance à Aidspan et la permission lui a été donnée d'en publier le contenu sur l'OFM.

Read More